

La fiscalité

[Français]

M. Bussièrès: Monsieur le président, dans l'ensemble des causes qu'on peut regarder, j'aimerais demander au député s'il a fait l'examen récemment des statistiques sur les ventes de gaz naturel et s'il ne pourrait pas trouver de ce côté également une raison pour laquelle il y a eu certains ralentissements dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation, et je lui réitère le fait que c'est simplifier et même caricaturer la situation. S'il connaît si bien le Programme énergétique national, il admettra que ce serait même fausser la situation que d'essayer de dire que ce programme décourage les investissements, que ce programme a diminué les activités d'exploration et d'exploitation, lorsque celui-ci est généreux pour encourager l'exploration et l'exploitation du gaz et du pétrole.

[Traduction]

M. Thomson: Le ministre d'État aux Finances a-t-il eu l'occasion de s'informer du nombre de compagnies canadiennes, particulièrement les compagnies pétrolières et gazières, dont la valeur boursière avait diminué au cours des huit derniers mois?

[Français]

M. Bussièrès: Monsieur le président, je pense que si le député veut qu'on s'assoie et qu'on fasse l'examen de cas particuliers, on peut toujours prendre le temps de le faire. Cependant je pense que si le député veut qu'on procède de façon exhaustive à l'étude du projet de loi, on n'aura pas le temps de faire l'examen des bilans des compagnies qui font de l'exploration et de l'exploitation dans le domaine pétrolier et gazier cet après-midi.

[Traduction]

M. Thomson: Ce que j'essayais de déterminer, c'est si le ministre d'État (Finances) est au courant de la très grave détérioration de la situation financière de grandes sociétés canadiennes et étrangères du secteur pétrolier et gazier au Canada. Quiconque comprend un tant soit peu ce secteur voudrait sûrement étudier les macro-répercussions du Programme énergétique national sur les titres des sociétés œuvrant au Canada à l'heure actuelle. Si le ministre ignore la réponse, je me ferai un plaisir de la lui donner. La valeur des titres de nombreuses sociétés canadiennes et étrangères a diminué de façon importante, car personne ne veut plus investir au Canada. Cela montre bien l'erreur qu'a constitué le Programme énergétique national et permet d'en mesurer les conséquences désastreuses.

Permettez-moi de passer à une autre question. Est-ce que le gouvernement croit qu'il a divulgué de façon honnête à la population canadienne le coût de sa politique de canadianisation? Jour après jour, nous entendons le gouvernement se réclamer de l'appui total de la population canadienne pour son programme de canadianisation. Le ministre sait-il si les Canadiens connaissaient bien les répercussions de cette politique sur les taux d'intérêt hypothécaire, sur la valeur du dollar canadien et sur la confiance des investisseurs? Est-ce que le ministre est prêt à dire que la population canadienne est au courant de tout cela, qu'elle connaît le coût du programme de canadianisation?

[Français]

M. Bussièrès: Monsieur le président, je suis convaincu que les Canadiens sont très conscients des avantages du Programme énergétique national, et également des avantages de la canadianisation d'un secteur important de notre industrie qui s'adresse particulièrement aux secteurs pétrolier et gazier. Cependant, contrairement au député, les Canadiens voient les phénomènes de l'économie beaucoup plus dans leur ensemble et comme des éléments interreliés plutôt que de tenter, de façon simpliste, de trouver une seule cause aux difficultés actuelles. Si on se fie au réquisitoire que vient de nous faire le député, il faudrait croire que les Canadiens pensent que le Programme énergétique national est la cause des taux d'intérêt élevés actuels. S'il faut en croire ce réquisitoire, on serait porté à conclure que les Canadiens établissent comme cause unique des taux de chômage extrêmement pénibles et douloureux actuels le Programme énergétique national.

Eh bien, j'aimerais lui rappeler que les nombreux Canadiens avec qui j'ai eu l'occasion de discuter voient la situation de façon beaucoup plus complexe. Ils voient d'une part les avantages du Programme énergétique national. Ils savent également qu'il y a un prix à payer si l'on veut établir une certaine proportion de canadianisation de notre entreprise. Ils savent également que le gouvernement agit avec bon jugement quant à la pression à mettre pour établir cette canadianisation, mais ils savent également que le pays, comme tous les autres pays industrialisés, est aux prises avec une crise économique extrêmement difficile et sévère, et que cette situation économique extrêmement sévère nous oblige à rencontrer des taux d'intérêt élevés, à connaître des taux d'inflation élevés et également des taux de chômage élevés. Et les Canadiens sont d'accord également avec le gouvernement pour dire que si on veut rétablir un climat de confiance pour permettre des investissements dans le secteur de l'exploration pétrolière ainsi que de l'exploitation et de l'exploration du gaz naturel, il s'agit de rétablir un climat général de l'économie qui va dissiper les inquiétudes et va permettre aux investisseurs de remettre la roue de l'économie en marche et de voir baisser les taux d'intérêt et de chômage. Mais la cause fondamentale de ces difficultés, c'est le climat d'incertitude causé par des taux d'inflation élevés. Et ce portrait général de l'économie, les Canadiens l'ont dans la tête. Ils appuient le gouvernement pour poursuivre cette lutte à l'inflation et ils évitent surtout d'essayer de trouver une cause unique, en l'occurrence le Programme énergétique national, pour dire que tout va mal au pays.

[Traduction]

M. Thomson: J'ignore à qui le ministre d'État (Finances) peut bien parler. En tout cas, pas aux mêmes Canadiens que moi. Je n'essaie pas de prétendre que le Programme énergétique national est la cause de tous nos problèmes d'inflation, de chômage et de taux d'intérêt. Ce n'est pas ce que j'ai dit. C'est plutôt ce que le ministre d'État a voulu me faire dire. Je prétends cependant que le Programme énergétique national a amplifié tous ces problèmes. Il a fait augmenter le chômage, les taux d'intérêts et les taux d'inflation.